

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Est-ce que le président Trump retient les bonnes leçons économiques du président McKinley?

Par Francis Généreux, économiste principal

Depuis son entrée sur la scène politique en 2015, Donald Trump a adopté comme slogan « *Make America Great Again* ». Il n'a jamais été très clair à quoi faisait précisément référence le « *again* ». Est-ce le boum de l'après-guerre? Les *Roaring Twenties*? Ou une époque plus ancienne? Il semble maintenant assez apparent que selon le président Trump, la meilleure période pour les États-Unis était ce que l'on appelle le *Gilded Age*, soit la période entre la Guerre civile et le début du XX^e siècle. C'est le moment où les États-Unis ont achevé leur expansion territoriale vers l'ouest, où de grands conglomerats industriels américains se sont développés et où le pays gravissait rapidement les échelons dans la liste des grandes nations de la planète. Un acteur clé de cette période a été le 25^e président des États-Unis, William McKinley. En fait, parmi les anciens chefs d'État, il semble être l'un des seuls à susciter une certaine admiration de la part de l'actuel occupant du Bureau ovale. On peut toutefois se demander si Donald Trump a bel et bien raison de vouloir s'inspirer de cette époque et s'il retient les bonnes leçons du président McKinley.

Rappelons que bien avant d'être président, [Donald Trump était déjà protectionniste](#). Cela s'applique également pour William McKinley. Celui-ci a gravi les échelons du Parti républicain en adoptant et en promouvant pleinement son principal crédo post-Guerre civile, soit la protection de l'industrie américaine par l'imposition de tarifs élevés sur les importations¹. McKinley était le « *Tariff Man* » des années 1880. Alors qu'il était représentant de l'Ohio au Congrès et qu'il dirigeait le puissant comité *Ways and Means*, il a piloté en 1890 une augmentation

substantielle des tarifs américains (qui étaient déjà élevés depuis la Guerre civile). Il est intéressant de noter quelques points au sujet des débats d'alors. Premièrement, l'imposition de tarifs était alors clairement l'apanage du Congrès et non du président. McKinley a probablement eu plus d'influence sur la politique commerciale américaine comme membre de la Chambre des représentants que comme président des États-Unis. Deuxièmement, et bien que le protectionnisme eût clairement le vent dans les voiles à la fin du XIX^e siècle, l'opinion publique était tout de même profondément divisée à ce sujet, et ce, en invoquant souvent les mêmes arguments qui sont présentés aujourd'hui². Les républicains (surtout du Nord-Est) militaient pour une protection à tout prix, soulignant qu'elle était nécessaire pour soutenir la production nationale, les profits et les revenus. Les démocrates, surtout du Sud, mais aussi des régions rurales de l'Ouest argumentaient que les protections augmentaient artificiellement le coût de la vie pour la majorité de la population, que les tarifs protégeaient surtout la valeur des actifs des classes aisées et qu'ils nuisaient à l'exportation de leur propre production. Ces points de discordance pourraient facilement provenir des récents mémos du président Trump ou des derniers éditoriaux du *Wall Street Journal*.

¹ MERRY, Robert W. *President McKinley: Architect of the American Century*, New York, Simon & Shuster, 2017, 608 p.

² IRWIN, Douglas A. *Clashing Over Commerce: A History of US Trade Policy*, Chicago, The University of Chicago Press, 2017, 860 p.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques	7
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • LJ Valencia, analyste économique
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

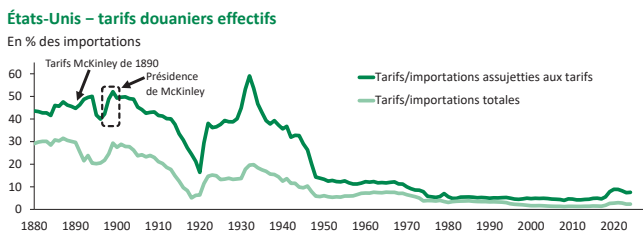
NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Les tarifs McKinley de 1890 ont fait augmenter le taux effectif des droits de douane sur les importations assujetties aux tarifs de 4 points de pourcentage, soit de 44,8 % à 48,8 % (graphique 1). C'était une hausse considérable. Toutefois, le sucre étant exclu de cette nouvelle grille de tarifs, l'assiette assujettie ainsi que les revenus du gouvernement fédéral ont été réduits. Paradoxalement, c'était le but désiré. Au cours des années 1880, le gouvernement enregistrait, grâce aux tarifs élevés, des surplus budgétaires considérables, et ce, à un point tel que la pression politique augmentait pour réduire les entrées d'argent, dont les tarifs... Ce que ne voulaient surtout pas les républicains protectionnistes. La question de la raison d'être des tarifs, soit entre une source de protection et une source de revenus budgétaires, a été au cœur des débats sur la politique commerciale au cours du XIX^e siècle. En 1887, les droits de douane représentaient près de 60 % des revenus et plus de 80 % des dépenses fédérales (graphique 2), générant ainsi

afin de générer assez de revenus pour seulement équilibrer le déficit budgétaire prévu pour l'exercice 2025. Augmenter les tarifs à un point tel qu'ils deviendraient une source majeure de financement serait si excessif que les recettes risqueraient de diminuer à mesure que les importations (et l'activité économique) chuteraient. À cela il faut ajouter que les conséquences du protectionnisme et des représailles des autres pays ont aussi un coût. Par exemple, durant le premier mandat de Donald Trump, les représailles chinoises envers les produits agricoles américains ont amené Washington à verser plus de 60 G\$ US en aide aux fermiers américains, [soit 92 % des revenus tirés des nouveaux tarifs](#) sur les importations de biens chinois.

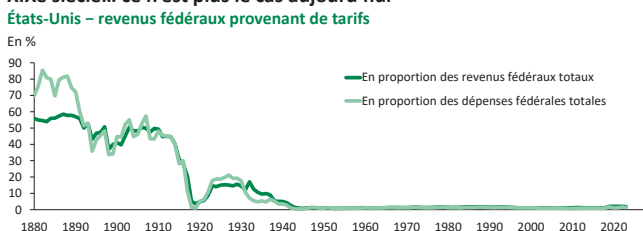
Est-ce que les États-Unis étaient si *great* à cette époque de tarifs élevés? À ce sujet, il y a du chaud et du froid. À première vue, l'économie américaine était surtout très instable. Selon le National Bureau of Economic Research, il y a eu huit récessions entre 1869 et 1900, dont quatre dans la dernière décennie du XIX^e siècle. Évidemment, l'économie d'alors subissait fortement les cycles agraires et les premiers succès et ratés de l'industrialisation. Ni les gouvernements, ni la politique monétaire (sans banque centrale) ne jouaient de rôle stabilisateur. On ne peut pas non plus faire porter le blâme sur les seuls tarifs. Cela dit, une économie plus ouverte peut atténuer certaines difficultés intérieures en se tournant vers les marchés extérieurs, ce que ne devrait pas oublier le président Trump. Les récessions des années 1890 alors que le PIB réel n'avait pas progressé pendant une bonne partie de la décennie (graphique 3) ont surtout été provoquées par une politique monétaire rigide basée sur l'étalon-or qui a contraint le crédit et freiné le boom d'investissements industriels.

Graphique 1
Les tarifs douaniers étaient particulièrement élevés à l'ère McKinley



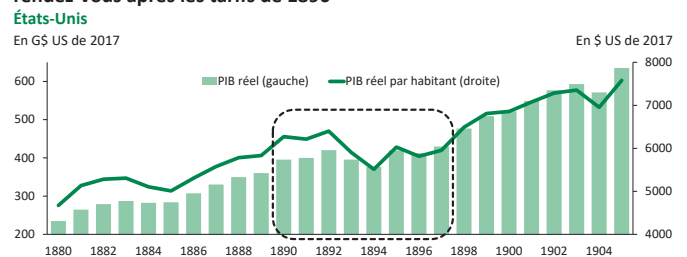
U.S. Census Bureau, U.S. International Trade Commission, Douglas W. Irwin, Peterson Institute for International Economics et Desjardins, Études économiques

Graphique 2
Les tarifs étaient une importante source de revenus budgétaires à la fin du XIX^e siècle... ce n'est plus le cas aujourd'hui



U.S. Census Bureau, Office of Management and Budget et Desjardins, Études économiques

Graphique 3
Pour diverses raisons, la croissance économique n'a pas vraiment été au rendez-vous après les tarifs de 1890



measuringworth.com et Desjardins, Études économiques

d'important surplus à une époque où il n'y avait pas d'impôts sur le revenu des particuliers ou des entreprises. Le président Trump peut bien regarder cette période avec nostalgie! Pourtant, de telles approches tarifaires et budgétaires seraient bien plus téméraires, voire dangereuses, aujourd'hui. Il faudrait des tarifs effectifs de plus de 50 % sur l'ensemble des importations américaines (comparativement au taux réalisé de 2,3 % en 2024)

Cela dit, cette image de la conjoncture cache des avancées importantes. Le PIB réel a tout de même plus que doublé entre 1880 et 1900. La population a grandement augmenté pendant ces décennies, notamment grâce à une forte immigration. La découverte et l'extraction de ressources naturelle (dont le fer, le bois, le charbon et le pétrole) au sein du territoire américain ont alimenté l'essor industriel. L'adoption

de nouvelles techniques, souvent facilitée par l'arrivée d'une main-d'œuvre qualifiée attirée par les opportunités américaines, a considérablement stimulé la [productivité](#), qui a augmenté plus rapidement que dans la superpuissance d'alors, le Royaume-Uni. Tous ces facteurs ont permis un enrichissement important (bien que très inégal) de la population américaine et leur rôle a sans doute été plus crucial que le niveau des tarifs. Il faudrait d'ailleurs que le président Trump retienne qu'un essor économique est possible avec un peu plus de protectionnisme, mais sous condition que le marché intérieur et la population américaine augmentent vivement, ce qui est en contradiction avec la politique migratoire de l'actuelle administration.

L'arrivée de William McKinley à la présidence à la suite de l'élection de 1896 a coïncidé avec un cycle de croissance économique plus soutenue. C'est à cette époque que les États-Unis sont devenus une véritable force industrielle. Cela a aussi été l'époque d'une expansion territoriale des Américains avec les annexions de Porto Rico, de Guam, des Philippines et d'Hawaï. McKinley a également joué un rôle dans l'indépendance de Cuba, dans la préservation de l'intégrité de la Chine face aux puissances coloniales et dans les débuts du canal de Panama. On sent là aussi l'influence « impérialiste » sur l'actuel occupant de la Maison-Blanche avec ses commentaires incessants sur le Canada, le Groenland, Panama et même Gaza.

Ce regard tourné davantage vers l'extérieur a eu des répercussions sur la politique commerciale de McKinley. Observant la vitalité de la production nationale, mais aussi les limites de la demande intérieure, le président a commencé à favoriser une ouverture du commerce international. Il a jeté les bases d'une politique de réciprocité, soit la négociation bilatérale d'ententes commerciales de court terme, non pas de libre-échange, mais de baisses ciblées de tarifs selon les adéquations des pays. Il a obtenu du Congrès le pouvoir de négocier ces traités, mais dans tous les cas (soit, pour la période 1899-1901, avec la France, l'Argentine, l'Équateur, le Nicaragua, la Grande-Bretagne et la Russie), le Sénat ne les a pas approuvés. Fait à noter, la réciprocité a historiquement une connotation d'ouverture des marchés, ce que semble oublier le président Trump, qui utilise plutôt ce terme pour justifier sa politique de tarifs plus élevés.

La mort violente du Président McKinley en septembre 1901 a coupé court à cette nouvelle volonté moins protectionniste. Son tout [dernier discours](#), la veille de son assassinat, a été l'occasion de clamer haut et fort ce qu'aurait pu être le fil conducteur de son deuxième mandat présidentiel : un véritable appel à la diplomatie et à l'ouverture des marchés. Deux extraits ont une portée particulière sous l'ère Trump :

« Aucune nation ne peut désormais se permettre d'être indifférente à une autre. Et plus nous sommes en contact les uns avec les autres, moins il y a de risques de malentendus, et plus nous sommes disposés, lorsque nous avons des désaccords, à les

porter devant la Cour d'arbitrage, qui est l'instance la plus noble pour le règlement des litiges internationaux. »

« L'ère de l'exclusivité relève du passé. L'expansion de nos échanges commerciaux est un problème urgent. Les guerres commerciales ne sont pas profitables. Une politique de bonne volonté et de relations commerciales amicales empêchera les représailles. Les traités de réciprocité sont en harmonie avec l'air du temps, les mesures de rétorsion ne le sont pas. »

En espérant que le président Trump portera éventuellement son regard au-delà des débuts protectionnistes du président McKinley et plutôt vers ce que ce dernier a appris de ses années au pouvoir et ce qu'il voulait réellement accomplir.

À surveiller

LUNDI 3 mars - 10:00
Février

Consensus	50,5
Desjardins	50,5
Janvier	50,9

MERCREDI 5 mars - 10:00
Février

Consensus	53,0
Desjardins	52,0
Janvier	52,8

 VENDREDI 7 mars - 8:30
Février

Consensus	158 000
Desjardins	135 000
Janvier	143 000

 VENDREDI 7 mars - 15:00
Janvier

	En G\$ US
Consensus	nd
Desjardins	20 000
Décembre	40 847

MERCREDI 5 mars - 8:30
T4 2024

	t/t
Consensus	nd
Desjardins	0,6 %
T3 2024	-0,4 %

 JEUDI 6 mars - 8:30
Janvier

	G\$
Consensus	nd
Desjardins	2,80
Décembre	0,71

ÉTATS-UNIS

Indice ISM manufacturier (février) – L'ISM manufacturier a, en janvier, enfin dépassé la barre de 50. Il a atteint 50,9, son plus haut niveau depuis septembre 2022. La hausse mensuelle de 1,7 point est aussi la plus importante en près d'un an. Les gains des composantes liés à la production actuelle, aux nouvelles commandes, à l'emploi et aux commandes à l'exportation sont particulièrement encourageants. Cela dit, la situation des prochains mois risque d'être plutôt volatile avec la mise en place de tarifs de la part des États-Unis et des représailles de la part des autres pays. Pour le mois de février, les indicateurs manufacturiers régionaux donnent aussi une image plutôt floue. On prévoit que l'ISM manufacturier demeurera au-dessus de 50, mais diminuera un peu à 50,5.

Indice ISM services (février) – Alors que l'ISM manufacturier atteignait en janvier un sommet de deux ans et demi, l'ISM services a plutôt diminué. Cela dit, à 52,8, son niveau demeure relativement bon et suggère toujours une croissance assez positive de l'économie. On s'attend tout de même à une autre baisse pour le mois de février. C'est le signal que procurent les indices régionaux ainsi que les indices de confiance des consommateurs. L'ISM services pourrait passer à 52,0.

Création d'emplois non agricoles (février) – Après une fin d'année remarquable sur le plan de la création d'emplois, la situation s'est modérée en janvier. En plus d'un ressac mensuel normal, cela était aussi en partie dû à la météo difficile et aux feux en Californie. Une légère amélioration des demandes hebdomadaires d'assurance-chômage jusqu'au milieu du mois signale de meilleures embauches. Toutefois, une détérioration de la confiance des consommateurs envers le marché du travail et le flou entourant l'emploi au sein de l'appareil gouvernemental fédéral sont de moins bon augure. La météo a été moins froide en février qu'en janvier, mais les tempêtes qui ont sévi au milieu de mois pourraient avoir des conséquences temporaires. Somme toute, on s'attend à une création nette de 135 000 emplois en février. Le taux de chômage devrait demeurer à 4,0 %.

Crédit à la consommation (janvier) – Le crédit à la consommation a connu en décembre sa plus forte croissance mensuelle, à l'exclusion de hausses provoquées par des changements méthodologiques. Le gain a été pratiquement aussi fort du côté du crédit à terme que du côté du crédit renouvelable (cartes et marges de crédit). On s'attend à une autre bonne progression pour le mois de janvier, même si elle ne sera pas aussi remarquable que celle de décembre. C'est le signal que procurent les données hebdomadaires du crédit bancaire.

CANADA

Productivité de la main-d'œuvre (T4) – Nous prévoyons que la productivité de la main-d'œuvre aura progressé de 0,6 % au quatrième trimestre de 2024, après une contraction de 0,4 % au trimestre précédent. Cette hausse attendue reflète vraisemblablement une robustesse de l'activité économique, le PIB réel du secteur des entreprises ayant probablement augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre. Parallèlement, le total des heures travaillées du secteur des entreprises est demeuré stable au dernier trimestre de 2024. Cela dit, nous nous attendons à ce que le ralentissement de la croissance démographique et les éventuels tarifs douaniers imposés par la nouvelle administration Trump influencent la trajectoire de la productivité au Canada.

Commerce international (janvier) – Le Canada a probablement enregistré un surplus commercial en janvier 2025. L'importante dépréciation du dollar canadien est susceptible d'avoir eu une incidence sur le solde commercial, ce qui se traduirait par une augmentation des exportations nominales et des importations. Nous nous attendons également à ce que les exportations de pétrole aient procuré un certain élan grâce à la capacité de transport supplémentaire offerte par l'oléoduc Trans Mountain. En revanche, nous prévoyons une baisse des volumes d'importation au Canada, probablement en

VENDREDI 7 mars - 8:30
Février

Consensus	nd
Desjardins	20 000
Janvier	76 000

VENDREDI 7 mars - 8:30
T4 2024

Consensus	nd
Desjardins	79,5 %
T3 2024	79,3 %

LUNDI 3 mars - 5:00
Février

Consensus	a/a
Desjardins	2,3 %
Janvier	2,7 %

JEUDI 6 mars - 8:15
Mars

Consensus	2,50 %
Desjardins	2,50 %
30 Janvier	2,75 %

raison d'une diminution des ventes d'automobiles. Nos prévisions relatives au commerce continuent de comporter beaucoup d'incertitude compte tenu de la menace des barrières tarifaires américaines, qui pourraient entraîner une augmentation ou une diminution imprévue du solde commercial.

Création d'emplois (février) – L'économie canadienne a probablement créé 20 000 emplois en février. La croissance démographique devrait encore ralentir à mesure que le gouvernement continue de freiner l'immigration. L'incertitude entourant les tarifs continue de peser sur les investissements des entreprises et pourrait se traduire par une baisse de l'embauche dans l'avenir. Compte tenu de la croissance modeste de la population, cette progression de l'emploi inférieure à la moyenne se traduira par une hausse d'un dixième de point seulement du taux de chômage, qui passerait à 6,7 %. En analysant les données de la forte croissance de l'emploi des deux derniers mois, nous avons constaté que le résultat global était attribuable à un nombre anormalement élevé de postes à temps partiel. Cette tendance pourrait devenir préoccupante lorsque l'économie canadienne deviendra plus dépendante de la croissance des dépenses par habitant pour compenser le ralentissement des gains démographiques.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle (T4) – Nous estimons que le taux d'utilisation de la capacité industrielle aura augmenté pour s'établir à 79,5 % au quatrième trimestre de 2024, par rapport à 79,3 % au trimestre précédent. Cette hausse modeste refléterait un léger regain des secteurs de la construction, de la foresterie, de la fabrication et de l'extraction de ressources. En revanche, la faiblesse prévue des services publics serait attribuable à une température anormalement chaude à la fin de l'automne, ce qui a entraîné une baisse de l'activité au dernier trimestre de l'année. Nous pensons que le taux d'utilisation de la capacité industrielle se stabilisera à mesure que l'économie sera confrontée aux effets divergents des taux d'intérêt en baisse (mais toujours élevés), de l'augmentation des exportations de pétrole, des éventuels tarifs douaniers de la nouvelle administration Trump et de la croissance plus lente de la population.

OUTRE-MER

Zone euro : Indice des prix à la consommation (février – préliminaire) – L'inflation eurolandaise a poursuivi en janvier sa légère tendance haussière entamée à la fin de l'été dernier. La variation annuelle de l'indice total des prix à la consommation (IPC) est ainsi passée de 1,7 % en septembre 2024 à 2,5 % en janvier 2025. L'énergie est en grande partie redevable de l'avancée récente de l'IPC avec un gain mensuel de 3,0 % en janvier, le plus élevé depuis l'automne 2022. Excluant les aliments et l'énergie, la situation est bien plus calme alors que l'inflation de base demeure à 2,7 % depuis maintenant cinq mois. Même si les prix continuent de progresser en variation mensuelle, les effets de base devraient être favorables à une modération de la variation annuelle de l'IPC en février.

Zone euro : réunion de la Banque centrale européenne (mars) – La réunion de la Banque centrale européenne (BCE) devrait se conclure avec une réduction de 25 points de base des taux d'intérêt, ce qui porterait le taux de refinancement à deux semaines de référence à 2,65 % et le taux de la facilité de dépôt à 2,5 %. Au total, la BCE a abaissé les taux de 125 points de base depuis mai 2023. Le marché prévoit une réduction de 25 points de base la semaine prochaine, suivie d'une nouvelle baisse de 60 points de base d'ici le 18 décembre. La courbe des swaps de taux d'intérêt à 1 jour sous-entend que le taux final se situe autour de 1,8 %, soit dans la partie inférieure de la fourchette de 2,25 % à 1,75 % pour le taux neutre, selon la présidente Lagarde. Cette importante réduction étant déjà anticipée, le marché surveillera surtout si la BCE marquera une pause lors de la réunion du 17 avril. Nous nous attendons à ce que la BCE abaisse ses taux de 25 points de base à chacune de ses trois prochaines réunions (6 mars, 17 avril et 5 juin), puis maintienne les taux à 2,0 %.

SAMEDI 8 mars - 20:30

Février

Consensus

Janvier

a/a


nd


0,5 %

Chine : Indice des prix à la consommation (février) – L'inflation totale est passée de 0,1 % en décembre à 0,5 % en janvier. Cela est toutefois attribuable en bonne partie à l'effet des variations annuelles alors que l'inflation en janvier 2024 avait atteint son creux à -0,8 %. Cela est encore plus remarquable sur la composante du prix du porc, où la variation annuelle a bondi à 13,8 % en janvier 2025, comparativement à une baisse de 17,3 % un an plus tôt. La situation demeure ainsi précaire en Chine et l'évolution des prix est cohérente avec une croissance économique qui ralentit. Il faudra surveiller si l'inflation décélère de nouveau une fois que l'effet des variations annuelles se sera dissipé dans les prochains mois.

Indicateurs économiques

Semaine du 3 au 7 mars 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 3	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Janv.	0,1 %	-0,1 %	0,5 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Févr.	50,5	50,5	50,9
	12:35	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)		15 900 000	16 300 000	15 600 000
MARDI 4	--	---				
MERCREDI 5	10:00	Indice ISM services	Févr.	53,0	52,0	52,8
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Janv.	1,4 %	1,9 %	-0,9 %
	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
JEUDI 6	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	24-28 févr.	nd	237 000	242 000
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Janv.	-91,3	-129,9	-98,4
	8:30	Productivité non agricole – final (taux ann.)	T4	1,2 %	1,3 %	1,2 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – final (taux ann.)	T4	3,0 %	2,9 %	3,0 %
	10:00	Stocks des grossistes – final (m/m)	Janv.	nd	0,7 %	0,7 %
	15:30	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, C. Waller				
VENDREDI 7	8:30	Création d'emplois non agricoles	Févr.	158 000	135 000	143 000
	8:30	Taux de chômage	Févr.	4,0 %	4,0 %	4,0 %
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Févr.	0,3 %	0,3 %	0,5 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Févr.	34,2	34,1	34,1
	10:15	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	10:45	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	12:20	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, A. Kugler				
	12:30	Discours du président de la Réserve fédérale, J. Powell				
	13:00	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, A. Kugler				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Janv.	nd	20,000	40,847
CANADA						
LUNDI 3	---	---				
MARDI 4	---	Budget de la Colombie-Britannique 2025				
MERCREDI 5	8:30	Productivité du travail (t/t)	T4	nd	0,6 %	-0,4 %
JEUDI 6	8:30	Balance commerciale (G\$)	Janv.	nd	2,80	0,71
VENDREDI 7	8:30	Création d'emplois	Févr.	nd	20 000	76 000
	8:30	Taux de chômage	Févr.	nd	6,7 %	6,6 %
	8:30	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	T4	nd	79,5 %	79,3 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 3 au 7 mars 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
LUNDI 3								
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Févr.	46,7		46,3		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	45,5		45,5		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	46,1		46,1		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	47,3		47,3		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	46,4		46,4		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Févr.	0,4 %	2,3 %	-0,3 %	2,5 %	
Japon	18:30	Taux de chômage	Janv.	2,4 %		2,4 %		
MARDI 4								
Japon	0:00	Confiance des consommateurs	Févr.	35,3		35,2		
Italie	3:45	Taux de chômage	Janv.	6,3 %		6,2 %		
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Janv.	6,3 %		6,3 %		
MERCREDI 5								
France	2:45	Production industrielle	Janv.	0,5 %	-0,1 %	-0,4 %	1,7 %	
Italie	3:45	Indice PMI composite	Févr.	50,0		49,7		
Italie	3:45	Indice PMI services	Févr.	51,0		50,4		
France	3:50	Indice PMI composite – final	Févr.	44,5		44,5		
France	3:50	Indice PMI services – final	Févr.	44,5		44,5		
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Févr.	51,0		51,0		
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Févr.	52,2		52,2		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Févr.	50,2		50,2		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Févr.	50,7		50,7		
Italie	4:00	PIB réel – final	T4	0,0 %	0,5 %	0,0 %	0,5 %	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Févr.	50,5		50,5		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Févr.	51,1		51,1		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Janv.	0,3 %	1,3 %	0,4 %	0,0 %	
Italie	5:00	Ventes au détail	Janv.	nd	nd	0,6 %	0,6 %	
JEUDI 6								
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Janv.	0,1 %	1,9 %	-0,2 %	1,9 %	
Zone euro	8:15	Réunion de la Banque centrale européenne	Mars	2,50 %		2,75 %		
Chine	---	Balance commerciale (G\$ US)	Févr.	140,35		124,64		
VENDREDI 7								
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Janv.	-2,5 %	2,6 %	6,9 %	-6,3 %	
France	2:45	Balance commerciale (M€)	Janv.	nd		-3 905		
France	2:45	Compte courant (G€)	Janv.	nd		2,4		
Zone euro	5:00	Création d'emplois – final	T4	nd	nd	0,1 %	0,6 %	
Zone euro	5:00	PIB réel – final	T4	0,1 %	0,9 %	0,1 %	0,9 %	
SAMEDI 8								
Chine	20:30	Indice des prix à la consommation	Févr.		nd		0,5 %	
Chine	20:30	Indice des prix à la production	Févr.		nd		-2,3 %	

NOTE : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).